

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 octobre 2017

PLF POUR 2018 - (N° 235)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° II-AE6

présenté par

M. Mélenchon, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon,
Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 49, insérer l'article suivant:

Mission « Action extérieure de l'État »

I. Le gouvernement remet au Parlement dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport d'information sur les moyens mis à disposition pour le développement de la francophonie.

II. Ce rapport évaluera les moyens et les dispositifs mis en place pour le développement d'une francophonie politique et la diffusion de la langue française dans les pays francophones et non-francophones.

III. Ce rapport sera rédigé par un groupe de travail associant des universitaires spécialistes de ces questions, des inspecteurs de l'inspection générale des Affaires Étrangère et des syndicats représentatifs de la profession.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cette demande de rapport d'information nous souhaitons que les députés puissent être informés de l'ensemble des moyens mis en œuvre pour développer une francophonie politique. Par francophonie politique nous n'entendons pas une communauté centrée sur la France et le français de la France métropolitaine. Il s'agit d'un espace donc la caractéristique principale est la diversité en son sein.

Ce rapport évaluera notamment s'il est nécessaire de renforcer les moyens de l'Organisation Internationale de la Francophonie et la solidarité entre ses membres dans la perspective d'un développement harmonieux.

Les projections démographiques montrent que, en 2050, le nombre de locuteurs du français s'élèvera à 700 millions sur une population mondiale de 9,1 milliards. Environ 85% de ces francophones seront en Afrique.

La croissance démographique en Afrique et l'immense besoin de formation lié à la jeunesse de ce continent font qu'il est nécessaire d'amorcer une réflexion sur la politique à mener.